Date de dépôt : 6 mai 2013

Rapport

de la Commission des pétitions chargée d'étudier la pétition pour des annonces claires de l'Etat en matière de places d'emploi vacantes

Rapport de M. Pascal Spuhler

Mesdames et
Messieurs les députés,

La Commission des pétitions a étudié la pétition 1855, lors de sa séance tenue le 25 février 2013.

La présidence a été assurée par M. Guy Mettan assisté de M^{me} Mina-Claire Prigioni, secrétaire scientifique SGGC ; le procès-verbal a été tenu par M. Christophe Vuilleumier, que nous remercions de son excellent travail.

Audition de M. Michel Nargi, pétitionnaire

M. Nargi nous informe être sans emploi à la suite d'une restructuration de son entreprise. Il recherche un emploi, surtout auprès de l'Etat. Il évoque un entretien qu'il a passé aux EPI où il n'a pas été retenu, la préférence ayant été donnée à une personne possédant un permis poids lourd, alors que l'annonce ne stipulait pas un permis de ce type, et il précise avoir demandé aux EPI les raisons de ce refus, sans avoir eu de réponse. Il en conclut qu'il est possible d'engager qui on veut, en faisant fi de l'annonce qui a été publiée.

M. Nargi répond à une commissaire (PDC) qu'il ne pense pas forcément qu'il s'agisse d'un poste repourvu à l'interne et publié malgré tout parce qu'ils doivent l'être et ne veut pas évoquer des histoires de copinage. Il pense que la personne était retenue avant que l'on ne l'appelle. Il considère qu'il serait bon de donner la priorité aux personnes en difficultés et signale encore avoir une charge de famille mais ne pas être considéré comme une personne à

risques. Par ailleurs, il précise ne pas s'être senti blessé de s'être rendu à un entretien « inutile », mais souligne qu'il s'agit là d'une question de principe.

M. Nargi imagine que la personne engagée était meilleure que lui. Il ne veut pas faire le procès de quiconque mais pense qu'il faudrait plutôt se demander où sont les priorités.

Pour répondre à plusieurs questions d'un commissaire (UDC), M. Nargi explique avoir écrit aux EPI pour connaître les raisons du refus, sans toutefois se plaindre de ladite décision.

Il ne s'est pas adressé à la direction des ressources humaines de l'Etat et il confirme qu'il est suivi par un placeur du chômage, mais qu'il s'agit d'un autre sujet. M. Nargi déclare que le chômage est une catastrophe, que l'office cantonal de l'emploi donne des rendez-vous puis écrit au dernier moment pour annuler le rendez-vous ou le modifier. En outre, si un chômeur ne se présente pas à ces rendez-vous, des blâmes lui sont infligés.

Un commissaire (S) relève que la pétition porte sur la formulation des annonces alors que la discussion porte plutôt sur l'emploi. Il remarque que les employeurs n'indiquent peut-être pas tous les détails dans les annonces, surtout au vu du nombre de personnes qui postulent, et constate que M. Nargi est dans une bonne dynamique puisqu'il a des entretiens et il pense qu'il est nécessaire de faire beaucoup de postulations pour obtenir un poste.

M. Nargi répond que les annonces de l'Etat sont toutes rédigées de la même manière, demandant simplement une expérience dans un poste similaire. Il pense qu'il serait bon de préciser les attentes dans les annonces afin de savoir s'il est utile de postuler.

M. Nargi confirme à un commissaire (UDC) qu'il a des copies de ces annonces telles qu'elles ont été formulées et montre un exemple d'une annonce pour un poste au sein de l'Etat.

M. Nargi répond à un commissaire (Ve) qu'il a également postulé pour le secteur privé, que c'est un peu la même chose et que c'est visiblement l'âge qui freine les employeurs.

Un commissaire (L) demande s'il a l'impression que le poste qu'il n'a pas obtenu a été occupé par quelqu'un ne résidant pas sur le territoire, ce à quoi M. Nargi répond par la négative.

Le commissaire (UDC) revient sur l'annonce que M. Nargi a fait circuler, observe que cette annonce provient de la Ville de Genève et demande s'il a postulé auprès de l'Etat pour le poste de gardien d'installation sportive.

M. Nargi confirme que ce n'est qu'un exemple et que ce poste n'est proposé qu'au sein de la Ville de Genève.

Discussion

Très rapidement l'ensemble des commissaires n'estiment pas que la pétition de M. Nargi puisse être envoyée au Conseil d'Etat ; en effet, il apparaît que M. Nargi mélange un peu certaines choses, telles des annonces pour des postes à l'Etat ou à la Ville de Genève, ou encore l'annonce elle-même et l'entretien. M. Nargi se pose des questions légitimes sans entrer dans la polémique, remarque une commissaire (PDC), et il se demande s'il est possible de garantir une égalité de traitement au sein des services de l'Etat. Un commissaire (UDC) rappelle qu'il y a 300 à 500 postulants pour un poste mis au concours à la Ville ou à l'Etat. Un commissaire (L) ne croit pas qu'il soit imaginable d'auditionner tous les services du canton.

Une commissaire (Ve) relève que M. Nargi a en outre reconnu que les annonces publiées par les entreprises privées reflétaient le même problème et que le véritable problème semblait davantage provenir de son âge. Pour un commissaire (S), les vraies questions relèvent plutôt de la prise en charge des chômeurs, mais il s'agit d'un autre débat. Enfin, un commissaire (MCG), après avoir visité le site des places vacantes de l'Etat de Genève, déclare qu'il ne croit pas que ces annonces soient si peu explicites et il pense qu'il y a une réelle question de subjectivité et de hasard au cours des entretiens.

Pour l'ensemble des commissaires, la problématique se situe au niveau de l'âge de M. Nargi qui, comme beaucoup de chômeurs ayant passé la cinquantaine, a énormément de difficultés à trouver un nouvel emploi.

L'ensemble des groupes soutiendra le dépôt de cette pétition.

Le Président passe alors au vote du dépôt de la P 1855 sur le bureau du Grand Conseil :

Oui : 12 (1 S, 2 Ve, 2 PDC, 2 R, 2 L, 1 UDC, 2 MCG)

Le dépôt de la pétition sur le bureau est adopté à l'unanimité.

Mesdames et Messieurs les députés, les commissaires de la Commission des pétitions vous demandent de soutenir le dépôt de cette pétition sur le bureau du Grand Conseil.

Pétition (1855)

pour des annonces claires de l'Etat en matière de places d'emploi vacantes

Mesdames et
Messieurs les députés,

L'expérience montre que trop souvent les annonces des places d'emploi vacantes ne sont pas suffisamment précises. Cette façon de procéder laisse à penser que les dés sont pipés, les annonces n'étant qu'un prétexte alors que les postes sont déjà pré-attribués.

Quelques exemples hormis les compétences spécifiques au poste :

- **Printemps 2012 – Gardien d'installations sportives** : le service de l'Etat de Genève recherchait un profil d'horticulteur, qui n'a jamais été mentionné dans l'annonce ;
- **Printemps 2012 – Gestionnaire de trafic** : motif de refus après entretien : permis de poids lourds exigé, alors que cette spécificité n'a jamais été évoquée ni dans l'annonce, ni lors de l'entretien ;
- **Août 2012 – Responsable de signalisation (entretien imposé par l'ORP)** : motif de refus : « manque d'aisance lors de l'entretien », ce qui peut être compréhensible après une année de chômage, l'aisance étant quelque peu écorchée, mais la cinquantaine passée peut éventuellement motiver le refus.

Il est important pour le demandeur d'emploi que toutes les exigences requises figurent dans l'annonce. C'est l'objet de cette pétition adressée au Grand Conseil.

N.B. 46 signatures
M. Michel Nargi
6, chemin Frisco
1208 Genève